

Décision n° 2017-1459
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 1er décembre 2017
modifiant la décision n° 2012-0130 en date du 26 janvier 2012
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences alloties
dans la bande 146-174 MHz
à la société SNCF Réseau
pour un réseau mobile indépendant
établi sur les emprises ferroviaires des départements
de l'Aisne (02), de l'Aude (11), des Bouches-du-Rhône (13), de la Côte-d'Or (21),
du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), du Nord (59), de la Seine-Maritime (76),
de la Somme (80), de la Haute-Vienne (87)
et de la Seine-Saint-Denis (93)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 41 à L. 43, R. 20-44-5 à R. 20-44-11 et D. 406-5 à D. 406-17 ;

Vu le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L. 32 du code des postes et télécommunications et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 18 mars 2013 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 05-0208 de l'Autorité de régulation des télécommunications du 15 mars 2005 portant adoption des lignes directrices relatives à la définition de «groupe fermé d'utilisateurs GFU» dans le nouveau cadre réglementaire ;

Vu la décision n° 2012-0130 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 26 janvier 2012 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences alloties à la société nationale des chemins de fer français (SNCF), devenue la société SNCF Réseau, pour un réseau radioélectrique indépendant établi sur les emprises ferroviaires des départements de l'Aisne (02), de l'Aude (11), des Bouches-du-Rhône (13), du Calvados (14), du Cher (18), de la Côte-d'Or (21), de la Creuse (23), de l'Eure (27), de l'Eure-et-Loir (28), du Gard (30), de la Haute-Garonne (31), de l'Hérault (34), du Loir-et-Cher (41), du Loiret (45), du Nord (59), de l'Oise (60), du Pas-de-Calais (62), de Paris (75), de la Seine-Maritime (76), de la Seine-et-Marne (77), de la Somme (80), du Tarn-et-Garonne (82), de la Haute-Vienne (87), de la Seine-Saint-Denis (93), du Val-de-Marne (94) et du Val-d'Oise (95) ;

Vu la décision n° 2017-0383 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 mars 2017 modifiant la décision n° 2015-1160 portant délégation de pouvoirs ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 1^{er} mars 2017 modifiée portant délégation de signature ;

Vu la demande en date du 16 novembre 2017 de la société SNCF Réseau, reçue le 16 novembre 2017 ;

Décide :

- Article 1.** Dans le cadre de la décision n° 2012-0130, la société nationale des chemins de fer français (SNCF), devenue la société SNCF Réseau, est autorisée à modifier son réseau mobile indépendant par la restitution de 3 canaux duplex allotis, de 12,5 kHz de large, dans la bande 146-174 MHz et par la limitation de la zone d'allotissement aux emprises ferroviaires de 11 départements selon les conditions d'utilisation précisées par la présente décision et son annexe qui annule et remplace l'annexe de la décision susmentionnée.
- Article 2.** La présente décision ne modifie pas la date de fin de l'autorisation d'utilisation de fréquences fixée au 31 décembre 2022 par la décision initiale.
- Article 3.** Au moins quatre mois avant la date de son expiration, seront notifiés au titulaire les conditions de son renouvellement ou les motifs d'un éventuel refus de renouvellement.
- Article 4.** La présente décision ne dispense pas de la délivrance d'autres autorisations requises pour la mise en place et l'exploitation des liaisons, notamment de l'accord mentionné à l'article R. 20-44-11 (5°) du CPCE, ainsi que de l'accord de la coordination internationale des fréquences aux frontières mentionné à l'article R. 20-44-11 (8°) du CPCE.
- Article 5.** Le titulaire de la présente autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques est assujéti au paiement des redevances de mise à disposition de fréquences radioélectriques et de gestion, selon les modalités fixées par le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié susvisé.

Article 6. Le directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société SNCF Réseau.

Fait à Paris, le 1er décembre 2017,

Pour le Président et par délégation

Rémi STEFANINI
Directeur Mobile et Innovation